



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 13 du 24 mars 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 25 mars 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	253
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	253
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	253
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	253
Extrait de l'arrêté n° PPRT 2009-002 du 18 mars 2009 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques du site Brenntag Lorraine à Toul.	253
Extrait de l'arrêté du 19 mars 2009 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Villerupt.....	254
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	254
Arrêté n° 09.BMSSE.14 du 24 mars 2009 retirant l'organisation de la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle pour la période du 25 au 29 mars inclus.....	254
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	254
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire.....	254
Extrait de l'arrêté du 17 mars 2009 autorisant la nomination de régisseurs d'Etat auprès de la police municipale d'Essey-lès-Nancy	254
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	255
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	255
Délibération n° 10/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 24 février 2009 relative à la construction d'une U.H.S.A. sur le site du Centre Psychothérapique de Laxou.....	255
Délibération n° 11/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 24 février 2009.....	255
Délibération n° 13/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 24 février 2009.....	255
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	256
Division d'exploitation de Metz.....	256
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-06 en date du 19 mars 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération : A31 réfection des joints de chaussée sur l'ouvrage a31-090 au PR 233+270	256
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	257
Service agriculture, forêt, chasse	257
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/058 du 5 mars 2009 portant dissolution de l'association foncière de Fey-en-Haye	257
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/076 du 10 mars 2009 portant dissolution de l'association foncière de Longuyon	257
Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/089 du 12 mars 2009 portant dissolution de l'association foncière de Gondrecourt-Aix.....	257
Extrait de l'arrêté n° 2009/091 du 9 mars 2009 prononçant une distraction du régime forestier dans la commune de Lucey	258
Extrait de l'arrêté n° 2009/092 du 9 mars 2009 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Lay-Saint-Christophe.....	258
Extrait de l'arrêté n° 2009/093 du 9 mars 2009 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Homécourt.....	258
Extrait de l'arrêté n° 2009/094 du 9 mars 2009 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Labry	258
Extrait de l'arrêté n° 2009/095 du 9 mars 2009 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Villecey-sur-Mad	259
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 137 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Belleau-Lixières - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2812.....	259
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 138 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Neuville-sur-Moselle - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2813.....	259
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 139 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Neuville-sur-Moselle - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2817.....	260
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 140 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chambley-Bussières – Saint-Julien-lès-Gorze – Sponville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2748	260
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 141 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chambley-Bussières - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2815.....	260
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 142 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reillon - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2825.....	261
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 143 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ville-sur-Yron - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2820.....	261
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 144 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Tramont-Lassus - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2816.....	261
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 145 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Xures - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2824.....	261
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 146 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bremoncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2810.....	262
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 147 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vitrimont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2828.....	262
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 148 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-devant-Nancy - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2819.....	262
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 149 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Biqueuley - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2798.....	263
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 150 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vacqueville - Pexonne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2789.....	263
Service environnement, eau et biodiversité.....	263
Extrait de l'arrêté DDEA-PECHE 2009/033 du 24 mars 2009 instituant trois réserves de pêche sur l'Orne dans les communes de Hatriz, Valleroy et Homécourt.....	263
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	264
AUTRES SERVICES.....	264
CARREFOUR D'ACCOMPAGNEMENT PUBLIC SOCIAL	264
Avis de concours interne sur titres du 18 mars 2009 en vue du recrutement d'un cadre socio-éducatif	264

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

Extrait de l'arrêté n° PPRT 2009-002 du 18 mars 2009 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques du site Brenntag Lorraine à Toul.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le dépôt de produits chimiques exploité par Brenntag Lorraine à Toul appartient à la liste prévue au IV de l'article L.515-8 du code de l'environnement ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers réalisées par la société Brenntag Lorraine pour ses installations implantées sur le territoire de la commune de Toul et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 janvier 2009 établi en application de la circulaire ministérielle du 3 octobre 2005 précitée proposant la liste des phénomènes dangereux à retenir pour le PPRT ;

ARRETE

Article 1^{er} - Périmètre d'étude :

Un Plan de Prévention des Risques Technologiques doit être élaboré sur la commune de Toul.

Le périmètre d'étude du plan est délimité par la carte figurant en annexe du présent arrêté.

Article 2 - Nature des risques pris en compte :

Les risques pris en compte sont ceux générés par les effets thermiques, toxiques et de surpression en cas d'accidents susceptibles de survenir sur les installations de la Brenntag Lorraine implantées sur le territoire de la commune de Toul.

Article 3 - Services instructeurs :

La Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) de Lorraine et la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture (DDEA) de Meurthe-et-Moselle sont chargées conjointement et chacune pour ce qui la concerne de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sous l'autorité du Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 - Personnes et organismes associés :

En plus des services de l'État, les personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sont :

- le représentant de la société Brenntag Lorraine ;
- le maire de la commune de Toul ou son représentant ;
- le président de la communauté de communes du Toulouais ou son représentant ;
- le Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) créé autour de Brenntag Lorraine à Toul, représenté par les membres désignés lors de la séance du 13 novembre 2008, à savoir :

* M. OUAHRANI - Transports TOB - Collège Riverains

* M. DEWILDE - Paroles d'entreprises - Collège Riverains.

Les réunions de ces personnes et organismes associés sont présidées par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant. Le cas échéant, des réunions peuvent être organisées soit, sur l'initiative du Préfet de Meurthe-et-Moselle ou des services chargés de l'élaboration soit, à la demande des personnes et organismes associés.

Les personnes et organismes associés seront convoqués au moins 5 jours avant la date de réunion.

Ces réunions porteront notamment sur :

- les études techniques du PPRT ;
- les différentes propositions d'orientation du plan établies avant enquête publique ;
- les principes sur lesquels se fonde l'élaboration du projet de plan de zonage réglementaire et de règlement.

Le secrétariat technique des réunions est assuré par la DRIRE.

Les comptes-rendus des réunions d'associations sont adressés sous quinzaine pour observations, aux personnes et organismes cités ci-dessus. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du rapport.

Avant enquête publique, le projet de plan est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

Article 5 - Concertation :

La concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée d'élaboration du PPRT selon les modalités suivantes :

- les documents d'élaboration (arrêté préfectoral de prescriptions, comptes-rendus des réunions d'associations, projet de règlement) du projet PPRT sont tenus à la disposition du public en mairie de Toul pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- ces documents sont également consultables sur le site internet de la DRIRE Lorraine ;
- les observations du public sont recueillies sur des registres prévus à cet effet en mairie de Toul pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- le cas échéant, une ou plusieurs réunions publiques pourront être organisées.

Le bilan de la concertation sera communiqué aux personnes et organismes associés et rendu public sur le site internet de la DRIRE Lorraine.

Il pourra être consulté en mairie de Toul pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 6 - Diffusion et publication :

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois en mairie de Toul et au siège de la communauté de communes du Toulouais.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien "L'Est Républicain".

Article 7 - M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Toul, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, M. le président de la communauté de communes du Toulouais et Mme le maire de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 mars 2009 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Villerupt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

AR R E T E

Article 1^{er} - L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire de la commune de Villerupt. Le règlement et ses annexes, et le plan des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Article 2 - Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 3 - L'arrêté préfectoral du 26 mai 2006 prescrivant l'application immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Villerupt, devenu sans objet, est abrogé.

Article 4 - Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Article 5 - Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune concernée,

Il sera affiché dans la mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées sont tenus à la disposition du public à la préfecture, à la sous-préfecture de Briey, à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, et à la mairie.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, le maire de la commune comprise dans le PPRM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

*Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières***Arrêté n° 09.BMSSE.14 du 24 mars 2009 retirant l'organisation de la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle pour la période du 25 au 29 mars inclus**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant Monsieur Bernard BREYTON sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Vu l'arrêté 09.BMSSE.13 du 19 mars 2009 organisant la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle pour la période du 25 au 29 mars 2009 inclus ;

Considérant que M. Hugues PARANT sera présent dans le département du 25 au 29 mars 2009 inclus ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.13 du 19 mars 2009 organisant la suppléance de M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle, pour la période du 25 au 29 mars 2009 inclus est retiré.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Messieurs Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey et Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 mars 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES*Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire***Extrait de l'arrêté du 17 mars 2009 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale d'Essey-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Les arrêtés préfectoraux en date des 9 mars et 2 juin 2005 sont abrogés.

Article 2 : M. Frédéric CODRON, brigadier-chef principal de la police municipale de la commune d'Essey-lès-Nancy, est nommé en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues à l'article L. 121-4 du code de la route, en remplacement de Mme Sandrine SAVAN.

Article 3 : M. Frédéric CODRON est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 4 : M. Laurent MAILHO, gardien de police municipale, est nommé en qualité de régisseur suppléant, auprès de M. Frédéric CODRON.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire d'Essey-lès-Nancy et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés par le maire de la commune et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibération n° 10/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 24 février 2009 relative à la construction d'une U.H.S.A. sur le site du Centre Psychothérapique de Laxou

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu l'arrêté n°17 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 26 mars 2006, fixant le schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectif et de moyens du centre psychothérapique de Laxou, signé le 30 mars 2007 ;

Vu la circulaire D.H.O.S./02/F2/E4/2007/284 du 16 juillet 2007, relative aux unités d'hospitalisation spécialement aménagées ;

Considérant l'avis favorable émis par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 24 février 2009 ;

DECIDE

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer l'avenant n°6 au contrat pluriannuel d'objectif et de moyens du centre psychothérapique de Nancy-Laxou.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 24 février 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Délibération n° 11/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 24 février 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 ;

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie,

Vu l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.1622-22-6 du code de la sécurité sociale,

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et le centre hospitalier régional de Metz-Thionville, le 30 mars 2007

Considérant les conclusions positives de la visite du 10 février 2009 pour la reconnaissance d'une unité de soins palliatifs à l'hôpital Bon Secours de Metz,

DECIDE

Article 1 : D'approuver les clauses de l'avenant n° 15 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier régional de Metz-Thionville relatif à la reconnaissance tarifaire d'une unité de soins palliatifs à l'hôpital Bon Secours de Metz.

Article 2 : D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Moselle.

Nancy, le 24 février 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Délibération n° 13/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 24 février 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de L'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997 ;

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la sécurité sociale,

Vu l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie,

Vu l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.1622-22-6 du code de la sécurité sociale,

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la clinique Claude Bernard à Metz, le 30 mars 2007

Considérant l'avis favorable rendu par la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 24 février 2009,

DECIDE

Article 1 : D'approuver les clauses de l'avenant n° 11 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec la clinique Claude Bernard à Metz, relatif à la reconnaissance tarifaire de l'activité de réanimation.

Article 2 : D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

Nancy, le 24 février 2009

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST
Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-06 en date du 19 mars 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération : A31 réfection des joints de chaussée sur l'ouvrage a31-090 au PR 233+270

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

AR R E T E

Article 1 : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
Points Repères PR. et sens	Travaux PR 233,270 sens Nancy /Paris Signalisation du PR 231+800 au PR235+190 dans les deux sens	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Remplacement joints de chaussée mise aux normes glissières bretelle Nancy /Verdun (DDE Parc de Tomblaine)	
PERIODE GLOBALE	Nuits du 30 Mars au 9 Avril 2009 (21h à 6h)	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VG sens Paris -Nancy Neutralisation VD sens Nancy-Paris Basculement circulation VD VG sens 2 Nancy-Paris sur VG sens 1 Paris-Nancy Fermeture bretelle Nancy -Verdun Fermeture bretelle Verdun- Paris Interdiction de doubler et vitesse limitée à 90 km/h en section courante et 50km/h dans le basculement	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE : DIR-Est/DE de Metz	MISE EN PLACE PAR : District de Nancy CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	30 mars 2009 9 avril 2009	AK5 au PR 231,800 sens Paris /Nancy	Neutralisation Voie de gauche	Fermeture bretelle Nancy Verdun Déviation par: les usagers seront invités à rester en section de l'A31 jusqu'à l'échangeur de Valcourt, bretelle Nancy/Valcourt, RD 674, bretelle Valcourt /Nancy ET A31 direction Nancy
	LA NUIT de 21h à 6h	AK5 au PR 235,190 sens Nancy /Paris	Neutralisation Voie de droite	
		ITPC 233,900 ITPC 233,000	Basculement de la circulation VD et VG sens 2 Nancy-Paris sur la VG sens 1 Paris-Nancy	Fermeture bretelle Verdun /Paris Déviation par: les usagers seront invités à prendre la bretelle Verdun/Nancy direction Nancy, A31 direction Nancy, bretelle Paris /Toul centre de l'échangeur N°15 Toul centre, RD400, bretelle Toul centre /Paris et A31 direction

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Toul
diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.
affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Toul,

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,

- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société FREYSSINET,
Moulins-lès-Metz, le 19 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE
Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/058 du 5 mars 2009 portant dissolution de l'association foncière de Fey-en-Haye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que l'association foncière de FEY EN HAYE n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

A R R E T E

Article 1 - L'association foncière de FEY EN HAYE est dissoute.

Article 2 - Le patrimoine foncier de l'association foncière de FEY EN HAYE est transféré à la commune de FEY EN HAYE qui en assurera l'entretien.

Article 3 - Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de FEY EN HAYE sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de FEY EN HAYE.

Article 4 - Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de FEY EN HAYE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/076 du 10 mars 2009 portant dissolution de l'association foncière de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que l'association foncière de LONGUYON n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

A R R E T E

Article 1 - L'association foncière de LONGUYON est dissoute.

Article 2 - Le patrimoine foncier de l'association foncière de LONGUYON est transféré à la commune de LONGUYON qui en assurera l'entretien.

Article 3 - Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de LONGUYON sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de LONGUYON.

Article 4 - Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Article 5 - Le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de LONGUYON et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 10 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Briey,
Philippe RONSSIN

Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/AFC/089 du 12 mars 2009 portant dissolution de l'association foncière de Gondrecourt-Aix

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant que l'association foncière de GONDRECOURT-AIX n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

A R R E T E

Article 1 - L'association foncière de GONDRECOURT-AIX est dissoute.

Article 2 - Le patrimoine foncier de l'association foncière de GONDRECOURT-AIX est transféré à la commune de GONDRECOURT-AIX qui en assurera l'entretien.

Article 3 - Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de GONDRECOURT-AIX sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de GONDRECOURT-AIX.

Article 4 - Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Article 5 - Le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de GONDRECOURT-AIX et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 12 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Briey,
Philippe RONSSIN

Extrait de l'arrêté n° 2009/091 du 9 mars 2009 prononçant une distraction du régime forestier dans la commune de Lucey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : Il est fait distraction du régime forestier des parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° de parcelle	Lieudit		
Commune de Lucey		851	Wally	0,0040	Lucey
		853	Don Fontaine	0,0923	
		855	Quart en réserve	0,0114	
		856	Quart en réserve	0,0600	
		857	Quart en réserve	0,0036	
				0,1713	

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence départementale de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Lucey.

Nancy, le 9 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2009/092 du 9 mars 2009 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Lay-Saint-Christophe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 – Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Lay-Saint-Christophe	Lay-Saint-Christophe	La Belle Tête	A	10	11,1650
					11,1650

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Lay Saint Christophe.

Nancy, le 9 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2009/093 du 9 mars 2009 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Homécourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 – Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Homécourt	Moutiers	Entre les Deux Chemins	AH	20	1,5190
					1,5190

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Homécourt.

Nancy, le 9 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2009/094 du 9 mars 2009 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Labry

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 – Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Labry	Labry	Ht de Meche	ZA	11	1,8930
			ZA	12	0,5200
			ZA	201	4,1975
			ZA	203	0,1173
			ZA	205	2,0551
			ZA	207	3,2860
					12,0689

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Labry.
Nancy, le 9 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2009/095 du 9 mars 2009 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Villecey-sur-Mad

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 – Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Villecey-sur-Mad	Villecey-sur-Mad	Terres de la Grange	C	122	0,1741
		Les Chilares	ZA	23	0,1528
		Les Chilares	ZA	26	0,9354
		Les Chilares	ZA	32	0,0436
		Les Chilares	ZA	33	0,0648
		Les Chilares	ZA	34	1,2560
		Les Chilares	ZA	36	1,4439
		Les Ripailles Nord	ZB	41	0,8471
		Hte Borne	ZB	42	0,0246
					4,9423

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Villecey sur Mad.
Nancy, le 9 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental adjoint,
Yves ROYER

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 137 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Belleau-Lixières - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2812

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/01/2009 par l'indivision MANGEONJEAN - MERCIER (Mesdames MANGEONJEAN Bernadette et MERCIER Marie-Louise) à BELLEAU LIXIERES concernant 36,37 ha situés à BELLEAU LIXIERES ; la motivation et le résultat étant la reconduction d'une autorisation temporaire,
Considérant qu'il s'agit de la cinquième demande, la première datant du 03/11/2003, les suivantes datant du 29/12/2005, du 21/02/2007 et 03/04/2008,
Considérant qu'une autorisation temporaire n'est donnée que pour une année, renouvelable exceptionnellement,

DECIDE

Article 1er : L'indivision MANGEONJEAN – MERCIER, composé de Mesdames MANGEONJEAN Bernadette et MERCIER Marie-Louise, est autorisé jusqu'au 31/12/2009 à exploiter 36,37 ha – sans reconduction possible - (BELLEAU LIXIERES parcelles AE 163 - ZO 23/57/64/65/68/69/70 - ZP 33/37/38/39/46/47/48/53 - ZR 10 - ZS 110 - Y 04/47/48/49) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'indivision MANGEONJEAN - MERCIER (Mesdames MANGEONJEAN Bernadette et MERCIER Marie-Louise).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Mesdames MANGEONJEAN Bernadette et MERCIER Marie-Louise, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BELLEAU LIXIERES pour affichage.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 138 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Neuville-sur-Moselle - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2813

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/01/2009 par Monsieur CLEVENOT Albert – (AGRIPLANTE) à BAYON concernant 42,61 ha situés à NEUVILLER SUR MOSELLE ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,

DECIDE

Article 1er : Monsieur CLEVENOT Albert – AGRIPLANTE - est autorisé à exploiter 32,61 ha (NEUVILLER SUR MOSELLE parcelles A 20/23partie/24partie/60/61/103/104/105/106/134partie) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CLEVENOT Albert (AGRIPLANTE).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur CLEVENOT Albert (AGRIPLANTE), au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de NEUVILLER SUR MOSELLE pour affichage.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 139 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Neuville-sur-Moselle - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2817

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/02/2009 par Monsieur BROCHIN Hugo à CREVECHAMPS concernant 42,61 ha situés à NEUVILLER SUR MOSELLE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,

DECIDE

Article 1er : Monsieur BROCHIN Hugo est autorisé à exploiter 10 ha 00 (NEUVILLER SUR MOSELLE parcelle A 134partie) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BROCHIN Hugo.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur BROCHIN Hugo, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de NEUVILLER SUR MOSELLE pour affichage.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 140 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chambley-Bussières – Saint-Julien-lès-Gorze – Sponville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2748

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/02/2009 par Monsieur DELAFONT Raphaël à CHAMBLEY BUSSIÈRES concernant 95,23 ha situés à CHAMBLEY BUSSIÈRES - SAINT JULIEN LES GORZE et SPONVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,

Considérant que la surface du bien cédé de 95,23 ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du schéma départemental des structures.

Considérant que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur DELAFONT Raphaël relève selon cet article du rang de priorité 1, que la demande d'agrandissement de Monsieur FRITZ Jérémy (EARL du LAGNY) relève du rang de priorité 6 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO).

DECIDE

Article 1er : Monsieur DELAFONT Raphaël est autorisé à exploiter 95,23 ha (CHAMBLEY BUSSIÈRES parcelles ZC 59 - ZN 46/47/48/49/50/51/53/54/64/65/66/67/68/69/70 – SAINT JULIEN LES GORZE ZC 58 - ZN 56 - SPONVILLE ZC 44/46/49/51) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DELAFONT Raphaël.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur DELAFONT Raphaël, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAMBLEY BUSSIÈRES - SAINT JULIEN LES GORZE et SPONVILLE pour affichage.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 141 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chambley-Bussières - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2815

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/02/2009 par Monsieur FRITZ Jérémy à COIN LES CUVRY concernant 16,44 ha situés à CHAMBLEY BUSSIÈRES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Considérant que la surface du bien cédé de 95,23 ha étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du schéma départemental des structures,

Considérant que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de Monsieur DELAFONT Raphaël relève selon cet article du rang de priorité 1, que la demande d'agrandissement de Monsieur FRITZ Jérémy (EARL du LAGNY) relève du rang de priorité 6 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO).

DECIDE

Article 1er : Monsieur FRITZ Jérémy n'est pas autorisé à exploiter 16,44 ha (CHAMBLEY BUSSIÈRES parcelle ZN 64) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FRITZ Jérémy.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur FRITZ Jérémy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAMBLEY BUSSIÈRES pour affichage.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 142 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reillon - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2825

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/02/2009 par Monsieur ANDRE Jean Paul à REILLON concernant 3,40 ha situés à REILLON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

DECIDE

Article 1er : Monsieur ANDRE Jean Paul est autorisé à exploiter 3,4 ha (REILLON parcelle ZB 37) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ANDRE Jean Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur ANDRE Jean Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de REILLON pour affichage.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 143 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ville-sur-Yron - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2820

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/02/2009 par Monsieur MANGIN Hubert à VILLE SUR YRON concernant 9,19 ha situés à VILLE SUR YRON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

DECIDE

Article 1er : Monsieur MANGIN Hubert est autorisé à exploiter 9,19 ha (VILLE SUR YRON parcelles ZH 24/34/55 - ZI 28) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MANGIN Hubert.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur MANGIN Hubert, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLE SUR YRON pour affichage.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 144 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Tramont-Lassus - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2816

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/02/2009 par le GAEC des 3 EPIS (Madame, Messieurs QUENETTE Agnès, Benoît et Brice) à TANTONVILLE concernant 10,93 ha situés à TRAMONT LASSUS; la motivation et le résultat étant l'agrandissement, Considérant que Monsieur Brice QUENETTE n'est pas propriétaire de la parcelle cadastrée section ZD 48 territoire de TRAMONT LASSUS, qu'une procédure de préemption est en cours à la SAFER,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC des 3 EPIS, composé de Madame, Messieurs QUENETTE Agnès, Benoît et Brice : est autorisé à exploiter 5 ha 85 à :

- TRAMONT LASSUS les parcelles ZB 63 - 64

n'est pas autorisé à exploiter 5 ha 08 à :

- TRAMONT LASSUS la parcelle ZD 48

conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC des 3 EPIS (Madame, Messieurs QUENETTE Agnès, Benoît et Brice).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame, Messieurs QUENETTE Agnès, Benoît et Brice, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TRAMONT LASSUS pour affichage.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 145 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Xures - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2824

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/02/2009 par EARL DU COXEUX (Madame, Monsieur BAUMANN Rémi et Christine) à COINCOURT concernant 2,97 ha situés à XURES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DU COXEUX, composé de Madame, Monsieur BAUMANN Rémi et Christine, est autorisé à exploiter 2,97 ha (XURES parcelles ZC 24 - ZD 44) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle. Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU COXEUX (Madame, Monsieur BAUMANN Rémi et Christine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame, Monsieur BAUMANN Rémi et Christine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XURES pour affichage.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 146 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bremoncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2810

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/02/2009 par le GAEC du PIEDMONT (Messieurs MARTIN Francis et Denis) à ESSEY LA COTE concernant 4,04 ha situés à BREMONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

D E C I D E

Article 1er : Le GAEC du PIEDMONT, composé de Messieurs MARTIN Francis et Denis, est autorisé à exploiter 4,04 ha (BREMONCOURT parcelle ZB 7/8/45) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du PIEDMONT (Messieurs MARTIN Francis et Denis).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Messieurs MARTIN Francis et Denis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BREMONCOURT pour affichage.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 147 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vitrimont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2828

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/02/2009 par le GAEC DE LA FERME DU BREUIL (Madame, Monsieur GROSSE Jean Marie - Clotilde) à VITRIMONT concernant 6,37 ha situés à VITRIMONT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

D E C I D E

Article 1er : Le GAEC DE LA FERME DU BREUIL, composé de Madame, Monsieur GROSSE Jean Marie - Clotilde, est autorisé à exploiter 6,37 ha (VITRIMONT parcelles U 38 - Y 36/0252/0255/322d - Z 0014/0015) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA FERME DU BREUIL (Madame, Monsieur GROSSE Jean Marie - Clotilde).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Madame, Monsieur GROSSE Jean Marie - Clotilde, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITRIMONT pour affichage.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 148 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-devant-Nancy - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2819

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/02/2009 par Monsieur BERNE Mathieu à CLEREY SUR BRENON concernant 1,62 ha situés à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

D E C I D E

Article 1er : Monsieur BERNE Mathieu est autorisé à exploiter 1,62 ha (LANEUVEVILLE DEVANT NANCY parcelle U 0015) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BERNE Mathieu.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur BERNE Mathieu, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY pour affichage.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 149 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bicqueley - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2798

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/02/2009 par l'EARL des GRIBAUX (Monsieur PERRIN Marc) à BICQUELEY concernant 64,51 ha situés à BICQUELEY ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,

DECIDE

Article 1er : L'EARL des GRIBAUX, composé de Monsieur PERRIN Marc, est autorisé sous réserve d'installation avant le 30/06/2010 à exploiter 64,51 ha (BICQUELEY parcelles ZB 0044/0045/0064/0185/0186 - ZC 0029/0030/0031 - ZD 0033/0034/0049/0106/0139/0141 - ZE 0005/0019/0020/0042 - ZH 0023 - ZK 237/0241 - ZL 0010/0011 - ZM 0027/0028/0042/0171) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL des GRIBAUX (Monsieur PERRIN Marc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur PERRIN Marc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BICQUELEY pour affichage.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 150 du 18 mars 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vacqueville - Pexonne - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2789

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/01/2009 par Monsieur BACCUS Emmanuel à PEXONNE concernant 17,14 ha situés à VACQUEVILLE et PEXONNE ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,

DECIDE

Article 1er : Monsieur BACCUS Emmanuel est autorisé à exploiter 17,14 ha (PEXONNE parcelles A 113/160/164/174/175/176/188/189/195/196/197/198/199/201/202/297/298/299/300/302/303/304/305/318/326/327/342/343/344/360/577/578/579/587/592/603 - B 046/047/071/077/486/487/488/498/501/503/

504/505/508/529/539 - D-054/487 - E 017/360 - VACQUEVILLE parcelles B 495 - C 110, conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BACCUS Emmanuel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur BACCUS Emmanuel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VACQUEVILLE et PEXONNE pour affichage.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

Service environnement, eau et biodiversité**Extrait de l'arrêté DDEA-PECHE 2009/033 du 24 mars 2009 instituant trois réserves de pêche sur l'Orne dans les communes de Hatrize, Valleroy et Homécourt**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La pêche est interdite du lundi 13 avril 2009 au vendredi 12 juin 2009 inclus sur les tronçons de la rivière de l'Orne ci-après :

- Hatrize : du barrage au pont routier du moulin,
- Valleroy : du barrage au pont routier de Moineville,
- Homécourt : du barrage au pont routier de l'ancien abattoir de Joeuf.

Article 2 : Les tronçons où la pêche est temporairement interdite sont dûment signalés par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 : Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L436-9 du code de l'environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique et le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de l'A.P.P.M.A. "Les Pêcheurs de l'Orne".

Article 5 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 24 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service de police de l'eau de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL
Par intérim,
Jean-Marie HAM

AVIS ET COMMUNICATIONS**AUTRES SERVICES****CARREFOUR D'ACCOMPAGNEMENT PUBLIC SOCIAL****Avis de concours interne sur titres du 18 mars 2009 en vue du recrutement d'un cadre socio-éducatif**

Le CAPs recrute un Cadre Socio-Educatif.

En application de l'arrêté du 11 mai 2007, la sélection des candidats est confiée à un jury après examen sur dossier des titres et de l'expérience professionnelle éventuelle des candidats.

Au terme de l'examen du dossier de chaque candidat, aura lieu une épreuve orale d'admission consistant en un entretien avec le jury destiné à apprécier les motivations et les aptitudes à exercer des fonctions d'encadrement des candidats déclarés admissibles.

Les lettres de candidature, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés, les diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale, devront être envoyées dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis à :

Monsieur le Directeur du CAPs
Carrefour d'Accompagnement Public Social
4 rue Léon Parisot
54110 ROSIERES AUX SALINES

Rosières-aux-Salines, le 18 mars 2009

